



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT-2026 – n° 378
modifiant l'autorisation accordée à la société BOUYER LEROUX d'exploiter
une carrière et ses installations connexes au lieu-dit « L'Établère », sur la commune de la Séguinière

Le Préfet de Maine-et-et-Loire

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment son titre I^{er} du livre V et son article R.181-46 ;
- Vu** le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de Monsieur François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de Préfet de Maine-et-Loire ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de Monsieur Raymond YEDDOU, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-et-Loire ;
- Vu** l'arrêté DRAJ/MICCSE n°2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à Monsieur Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral le 6 janvier 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière DIDD-2012 n° 250 du 10 août 2012 au nom de la SCOP BOUYER LEROUX (environ 38 ha – Production max. 55 000 t/an – Durée 25 ans) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD/ICPE-PP/2016 n° 3 du 6 janvier 2016 augmentant la production annuelle autorisée (production max. 80 000 t/an) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'enregistrement pour ajout d'une installation de transit de matériaux minéraux DIDD-2017 n° 94 du 2 mai 2017 (surface comprise entre 10 000 m² et 30 000 m²) ;
- Vu** le courrier du préfet du 21 février 2019 relatif à la cessation partielle d'activité sur une partie de l'emprise autorisée (6 ha 35 a 10 a) et rattachement du suivi du stockage de mâchefer à la briqueterie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCPAT 2025-n°854 du 24 septembre 2025 portant, après examen au cas par cas, décision de dispense d'étude d'impact, le projet d'extension de 4 ha et de prolongation de 5 ans de la carrière de « L'Établère », sur la commune de La Séguinière, sous réserve du respect de la réglementation relative aux espèces protégées et à leurs habitats ;
- Vu** la note du directeur général de la prévention des risques du 20 décembre 2021, relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande du 1er octobre 2025 portée à la connaissance du préfet, par la société BOUYER LEROUX, relative à un projet d'extension de 4 ha et de prolongation de 5 ans de la durée de l'autorisation de sa carrière de « L'Établère », sur la commune de La Séguinière ;

Vu le dossier joint à la demande ;

Vu l'avis du 10 juillet 2025 du maire de La Séguinière concernant la remise en état final du site ;

Vu l'avis du 18 décembre 2025 de la direction départementale des territoires (DDT) concernant la préservation de la biodiversité dans le cadre de la demande susvisée de la société BOUYER LEROUX ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 mars 2026 et le projet d'arrêté associé ;

Vu la consultation du public faite du 31 mars 2026 au 15 avril 2026 dans les conditions de l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement sur le porter à connaissance sollicitant l'extension de 4 ha et la prolongation de 5 ans d'autorisation de sa carrière de « L'Établère » sur la commune de La Séguinière ;

Vu l'absence d'observation du public ;

Vu le projet d'arrêté porté le 16 avril 2026 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations de la société BOUYER LEROUX relatives au projet sus-visé ;

Considérant que la modification de l'autorisation d'exploiter sollicitée augmente l'emprise de la carrière de moins de 25 ha, ne modifie pas les conditions d'exploitation et de suivi prescrites et prévoit de les étendre à l'emprise d'extension et à les compléter ;

Considérant que la modification de l'autorisation d'exploiter sollicitée augmente la durée de l'autorisation en vigueur de 5 ans et la portera donc à 30 ans ;

Considérant que les dispositions des arrêtés ministériels susvisés s'appliquent aux installations exploitées par la société BOUYER LEROUX ;

Considérant que la société BOUYER LEROUX doit de plus respecter des prescriptions préfectorales déjà existantes ;

Considérant que la nature des impacts attendus sur l'environnement de la modification de l'autorisation d'exploiter sollicitée par la société BOUYER LEROUX apparaît limitée ;

Considérant que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du Code de l'environnement ;

Considérant que cette modification notable sollicitée nécessite toutefois des modifications de l'autorisation existante pour pouvoir être prises en compte ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier ou compléter l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n° 250 du 10 août 2012, modifié et complété par les actes préfectoraux susvisés, autorisant la société BOUYER LEROUX à exploiter une carrière et ses installations connexes (environ 32 ha – Production max. 80 000 t/an – Durée 25 ans) au lieu-dit « L'Établère », sur la commune de La Séguinière, pour prendre en compte la demande de l'exploitant ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

Considérant que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n° 250 du 10 août 2012, modifié et complété par les actes préfectoraux susvisés, et celles prescrites dans le présent arrêté

préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la modification sollicitée et la nature limitée de ses effets attendus sur l'environnement permettent au préfet de Maine-et-Loire de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de Maine-et-Loire, comme le permet l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Arrête

Article premier – Objet

Les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé autorisant la société BOUYER LEROUX, dont le siège social est situé 6, L'Établère à La Séguinière (49280), à exploiter une carrière d'argiles et des installations connexes sont modifiées par celles du présent arrêté.

L'arrêté préfectoral complémentaire DIDD/ICPE-PP/2016 n°3 du 6 janvier 2016 susvisé est abrogé.

Article 2 – Exploitant titulaire de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société BOUYER LEROUX dont le siège social est situé 6, L'Établère à La Séguinière (49280), est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à exploiter, à ciel ouvert, une carrière d'argiles et des installations connexes (installations de transit d'argiles) au lieu-dit « L'Établère » sur une superficie de 36 ha 13 a 52 ca du territoire de la commune de La Séguinière.

Article 3 – Liste des installations de l'établissement

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé est renommé « Liste des installations de l'établissement ».

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

A-Liste des installations concernées par des rubriques de la nomenclature des installations classées

Les activités autorisées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement listées dans les tableaux ci-dessous :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2510.1	Exploitation de carrières ou autre extraction de matériaux 1. Exploitation de carrières	Emprise totale du site : 36 ha 13 a 52 ca dont env. 7 ha d'extraction Production maximale : 80 000 t/an	A
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 2. supérieure à 10 000 m ²	Superficie max. 30 000 m ²	E

* A : Autorisation, E : Enregistrement

Les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD-2017 n°94 du 2 mai 2017 susvisé sont remplacées par la ligne du tableau précédent relative à la rubrique 2517.

B-Liste des installations concernées par des rubriques de la nomenclature eau

Les opérations prévues dans l'établissement, dans le cadre de l'exploitation des installations classées qui relèvent du régime de l'autorisation prévu aux articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans les tableaux ci-dessous :

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime*
2.1.5.0-1°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Emprise carrière isolée hydrauliquement de 36,1 ha	A
3.2.3.0-1°	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau final de 3,7 ha environ après remise en état et remontée de l'eau	A

* (A) : Autorisation

Article 4 – Situation de l'établissement

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Conformément au plan parcellaire communiqué dans le cadre de l'instruction de la demande de modification portée à connaissance du préfet, susvisée, du 1^{er} octobre 2025 dont un exemplaire est annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles suivantes du plan cadastral de la commune de La Séguinière :

	Parcelles concernées		Surface
	Section	Numéro (p = pour partie)	
Autorisée	AD	80, 85, 89p, 92p, 100p, 247p, 248, 310p, 312p, 315, 329, 431, 434, 435, 438, 439	18 ha 03 a 62 ca
	AE	102, 103	2 ha 83 a 10 ca
	AH	130, 132	2 ha 83 a 28 ca
	ZA	40, 82, 88p, 94	8 ha 43 a 46 ca
Extension (2026)	AH	60, 131, 200	4 ha 00 a 06 ca
		Surface totale	36 ha 13 a 52 ca

Le plan parcellaire annexé au présent arrêté remplace celui annexé à l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé.

Article 5 – Surface d'extraction autorisée

Les dispositions de l'article 1.2.3.1 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La surface totale d'extraction des matériaux est d'environ 7 ha, dont environ 3,13 ha sur les parcelles d'extension indiquées dans le tableau figurant à l'article 1.2.2.

Article 6 – Production autorisée

Les dispositions de l'article 1.2.3.2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La production annuelle moyenne de la carrière est de l'ordre de 45 000 tonnes sur la période autorisée dans le présent arrêté.

Pour répondre à des besoins exceptionnels, la production annuelle maximale de la carrière pourra être portée à 80 000 tonnes.

Le tonnage total de production autorisé est de 1 611 500 tonnes (947 500 m³) sur la durée de l'autorisation d'exploiter.

Les quantités de matériaux entrant et sortant de la carrière sont comptabilisées.

Article 7 – Durée de l'autorisation

Les dispositions du chapitre 1.4 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de **30 années** à compter de la date de l'arrêté du 10 août 2012 modifié (soit une échéance au 09 août 2042). Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc dans ce cas de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Article 8 – Montant des garanties financières

Les dispositions de l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

- phase 3 (5 ans) : 941 304 € TTC ;
- phase 4 (5 ans) : 880 368 € TTC ;
- phase 5 (5 ans) : 971 568 € TTC ;
- phase 6 (5 ans) : 343 920 € TTC ;

Ces montants étant définis par référence à l'indice TP01 de juillet 2025 égal à 131.

L'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières actualisées (compte tenu du dernier indice TP01 connu) prévues par l'article R.516-1-2° du Code de l'environnement dans les 15 jours suivants la notification du présent arrêté.

La transmission de l'exploitant précise la valeur de l'indice TP01 et le taux de TVA utilisés.

Article 9 – Cessation d'activité

Les dispositions de l'article 1.6.3 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du Code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant :

- Un usage agricole au sens du 5° de l'article D.556-1 du Code de l'environnement.

Article 10 – Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Les dispositions de l'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

- l'arrêté du 31 mars 1980 du Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter un risque d'explosion ;
- les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 du Ministre de l'Environnement relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

- l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.543-1 du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 11 – Phasage d'exploitation

Les plans de phasage d'exploitation et de remise en état annexés à l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 sont remplacés par les plans annexés au présent arrêté.

Article 12 – Biodiversité

Le chapitre 2.2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé est renommé « Intégration dans le paysage, préservation de la biodiversité et suivi environnemental »

L'article 2.2.3 (suivi environnemental) de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé est renuméroté sous le numéro 2.2.4.

Les dispositions de cet article sont complétées par les dispositions suivantes :

L'exploitant met en œuvre les suivis présentés dans les fiches annexées au présent arrêté qui détaillent les mesures synthétisées à l'article 2.2.3.

Un nouvel article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé est créé. Il s'intitule « Mesures propices à la biodiversité » et comporte les dispositions suivantes :

L'exploitant met en œuvre les mesures qui sont détaillées dans les fiches annexées au présent arrêté et synthétisées dans les tableaux suivants :

Mesure	Intitulé	Impact réduit/Évité	Espèce(s) concernée(s)
Mesures d'évitement			
ME01	Calage des emprises du projet permettant de limiter les impacts sur les linéaires de haies	Destruction de spécimens d'espèces protégées et d'habitat de reproduction d'espèces protégées. Perturbation des corridors écologiques.	Toutes espèces d'oiseaux nicheurs en contexte bocager, Chiroptères, Reptiles, Coléoptères saproxylophages, Amphibiens
Mesures de réduction			
MR01	Proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires	Suppression de la flore, notamment pionnière	Toutes espèces de flore, dont espèces patrimoniales
MR02	Réalisation des travaux en période favorable	Destruction d'habitat de reproduction d'espèces protégées	Toutes espèces d'oiseaux Toutes espèces d'amphibiens et reptiles Chiroptères Invertébrés
MR03	Maintien du fût de chêne coupé sur site	Destruction de spécimens d'espèces protégées et d'habitat de reproduction d'espèces protégées.	Coléoptères saproxylophages (Grand capricorne)
MR04	Maintien de pièces d'eau au sein du périmètre d'extraction	Destruction d'habitat de développement d'espèces patrimoniales, habitat de reproduction d'espèces protégées et zones de chasse des chiroptères	Herbiers à characées, végétation aquatique, Odonates, Amphibiens, Chiroptères, oiseaux d'eau (Grèbe castagneux, Petit gravelot)
MR05	Limitation de la pollution lumineuse	Confortation des corridors pour les chiroptères	Chiroptères
MR06	Maintien de surfaces minérales durant toute la vie du site et à son terme	Destruction d'habitat de développement d'espèces patrimoniales ou protégées	Flore des milieux pionniers, Reptiles, Amphibiens pionniers, Characées, Oedicnème criard
MR07	Maintien de bandes enherbées favorables à la Cisticole des joncs	Destruction d'habitats de reproduction et de spécimens (œufs, poussins) de Cisticole des joncs	Cisticole des joncs, Reptiles, Invertébrés, Flore

Mesures d'accompagnement (complémentaires)			
Mesure	Intitulé	Effets positifs de la mesure	Espèce(s) concernée(s)
MA01	Plantation de haies	Amélioration du potentiel d'accueil des haies pour la biodiversité	Oiseaux, Invertébrés dont saproxylophages, reptiles, chiroptères
MA02	Densification des haies par gestion raisonnée	Amélioration du potentiel d'accueil des haies pour la biodiversité	Oiseaux, Invertébrés dont saproxylophages, reptiles, chiroptères
MA03	Plan de prévention et de lutte contre la dispersion des espèces exotiques envahissantes vers l'extérieur du site et en son sein	Limitation des risques de dispersion des espèces exotiques envahissantes	Espèces invasives détectées sur le site
MA04	Gestion des plans d'eau	Conservation d'habitats favorables aux espèces aquatiques	Amphibiens, Characées, odonates

Mesures complémentaires :

L'exploitant s'assure que les engins de chantier en période d'émergence des individus de Grand capricorne *Cerambyx cerdo* (de juin à septembre) réduisent au maximum leur vitesse (roulent au pas) le long des haies abritant l'espèce, afin de ne pas percuter d'individu.

Afin de préserver le racinaire des arbres et arbustes des haies multi-strates, l'exploitant conserve un écartement minimal de 10 mètres, vis-à-vis de ces haies, lors de la mise en œuvre de nouvelles pistes de circulation ou du renforcement de pistes existantes.

Article 13 – Patrimoine archéologique

Les dispositions de l'article 2.4.2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les éléments destinés à satisfaire à la circulaire interministérielle du 17 février 2006 relative à la mise en œuvre de la loi du 1er août 2003 pour les installations classées sont les suivants pour chacune des phases d'exploitation :

Phase quinquennale prévisionnelle des travaux	Référence cadastrale des parcelles concernées	Surface des travaux
Phase 3	AE103pp, AH130pp, AH131pp, AH132pp, AH200pp	20 500 m ²
Phase 4	AH200pp	23 400 m ²
Phase 5	ZA88pp, ZA94pp	20 200 m ²
Phase 6	--	0 m ²

pp : parcelle prise pour partie.

Les articles L.114-3 à L.114-5 et L.531-14 du Code du Patrimoine s'appliquent lorsque, en cas de découvertes fortuites, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des vestiges ou objets archéologiques sont mis au jour. L'inventeur et le propriétaire sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, lequel doit prévenir la direction régionale des affaires culturelles des Pays-de-la-Loire (service régional de l'archéologie).

L'exploitant veille à faciliter l'accès au terrain pour le personnel du service régional de l'archéologie afin que celui-ci puisse effectuer tout contrôle nécessaire à l'identification éventuelle de vestiges archéologiques inconnus à ce jour.

Article 14 – Remise en état

Les dispositions de l'article 2.4.11 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°250 du 10 août 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La remise en état vise à la mise en sécurité du site et à son insertion paysagère satisfaisante dans son environnement.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 3 mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté lorsqu'ils ne s'opposent pas aux dispositions précisées dans le présent arrêté.

Dans le cadre de la remise en état, outre les mesures prescrites, l'exploitant prend en compte les recommandations de l'expert écologue qui assure les suivis biologiques dans l'emprise du site.

La remise en état du site comporte notamment les dispositions suivantes :

- un nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- sur les parcelles du site de l'Etablère 1 non concernées par les extensions, un secteur d'environ 6 000 m² est complètement remblayé avec des apports de matériaux inertes (déchets de la briqueterie, déblais terrigènes) en limite avec la plateforme de stockage de matériaux de la briqueterie et de l'excavation initiale de l'Etablère 1 pour atteindre le même niveau que la zone de stockage de la briqueterie. De plus, les abords de la réserve incendie en fond d'excavation seront recouverts de briques concassées pour créer une certaine harmonie avec la briqueterie.
- un remblayage partiel d'une partie des excavations avec des apports de matériaux inertes (déchets de la briqueterie, déblais terrigènes) pour près de la moitié de leur superficie, afin de restituer les terrains à l'agriculture et créer des plans d'eau à vocation écologique. Un décompactage des sols sera fait et les remblaiements seront recouverts de terres de découvertes et de la terre végétale stockées en merlon sur les sites de la carrière afin de restituer les terrains à l'agriculture.
- la création de plans d'eau propices à la biodiversité sur les parties des excavations résiduelles ;
- des plantations de haies réalisées principalement en périphérie des parcelles agricoles et des fosses en eau afin de reconstituer un maillage bocager ;
- les merlons temporaires seront détruits et utilisés pour la remise en état.

La remise en état du site consistera à restituer en fin d'exploitation un secteur à vocation agricole et des plans d'eau propices à la biodiversité et une réserve incendie.

Article 2 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de La Séguinière et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par la mairie concernée, et transmis à la préfecture.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 – Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Nantes dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1°) par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérécourse citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Cholet, le Maire de La Séguinière, les Inspecteurs des installations classées et la Colonelle commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée directement à la société BOUYER LEROUX.

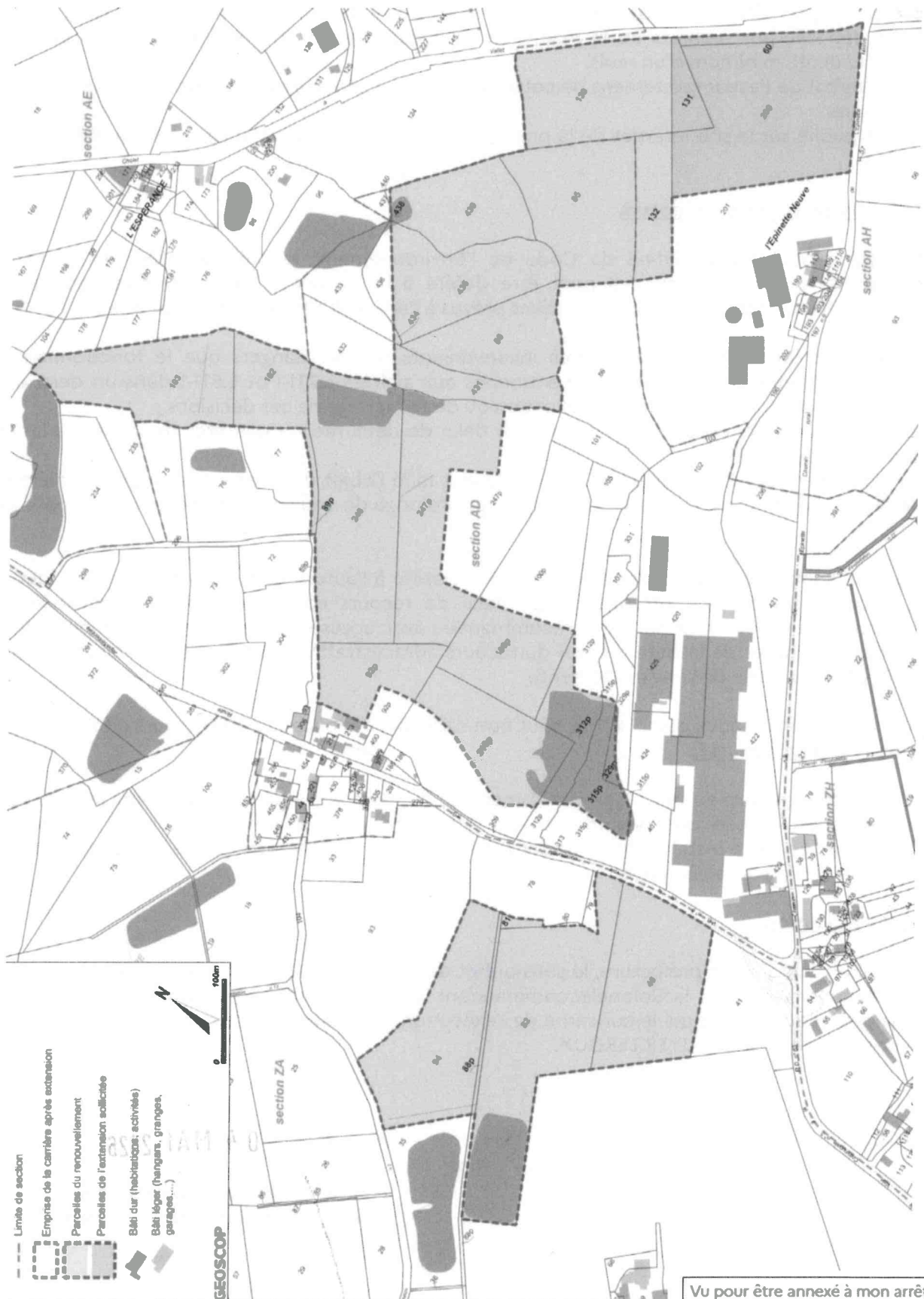
Angers, le **04 MAI 2026**

**Pour le préfet et par délégation,
le Secrétaire général de la Préfecture**

Raymond YEDDOU

8888 1AM # 0

PLAN PARCELLAIRE



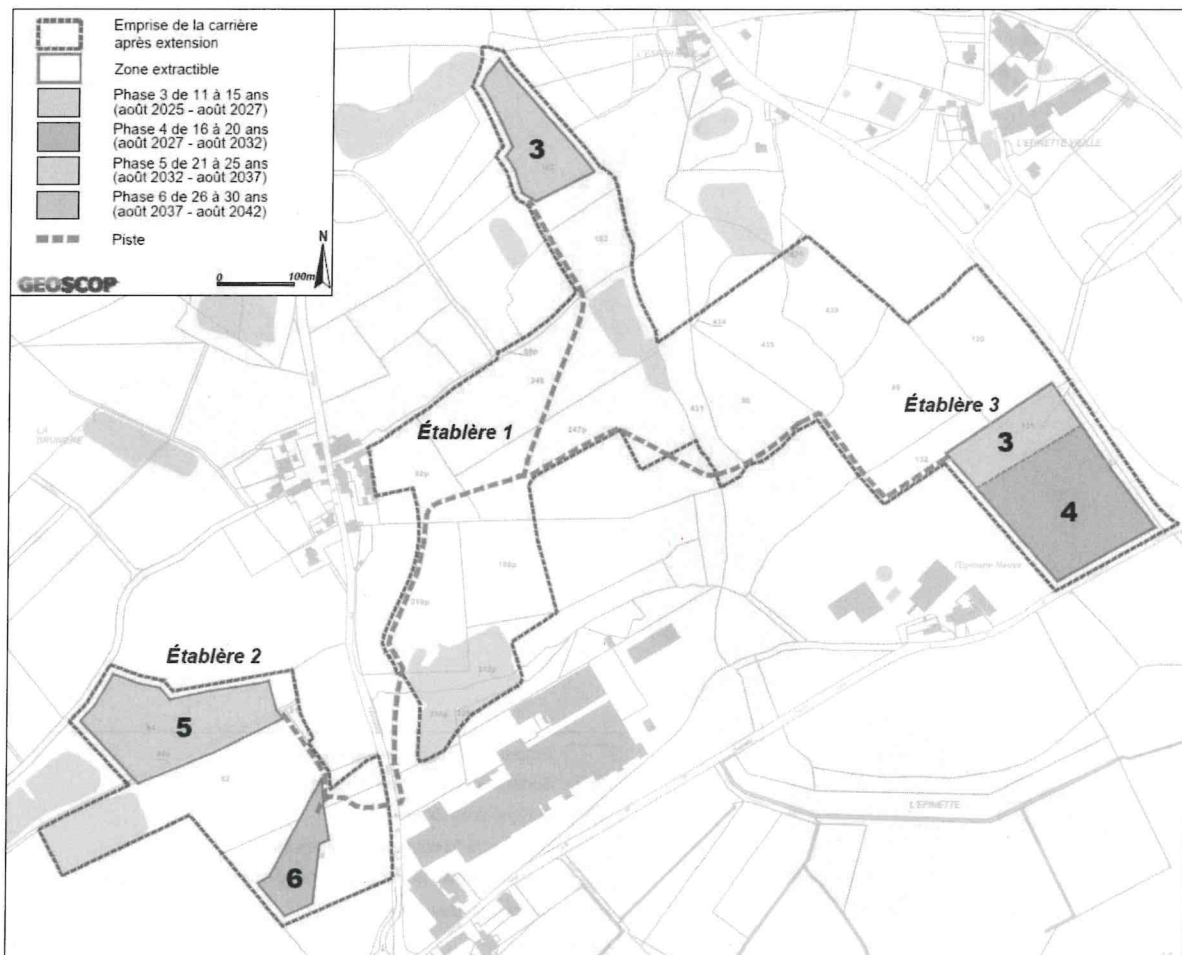
Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° **378**

du **04 MAI 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

PLAN DE PHASAGE D'EXTRACTION



3333 IAM 40

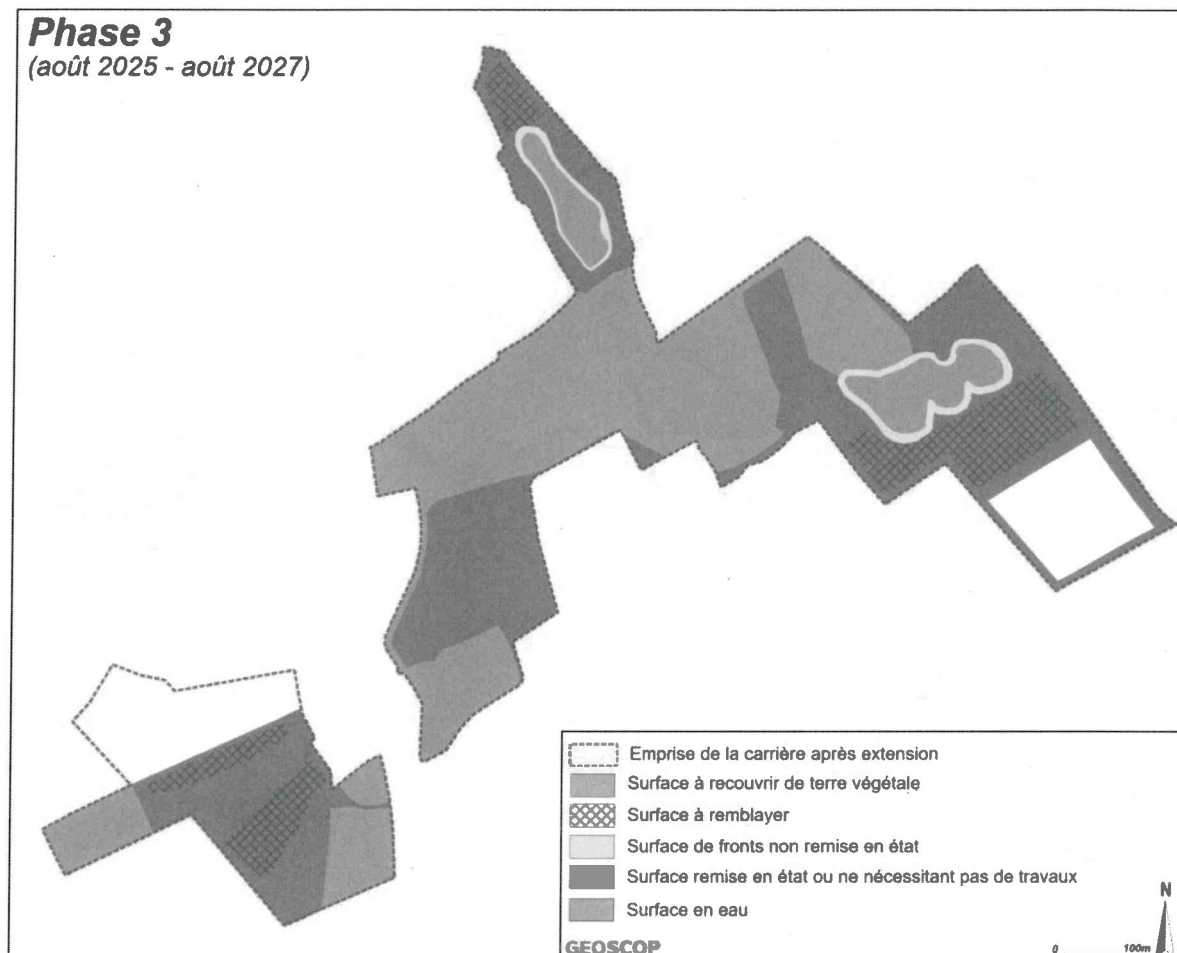
Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378

du 04 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

PHASE 3



Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378

du 04 MAI 2026

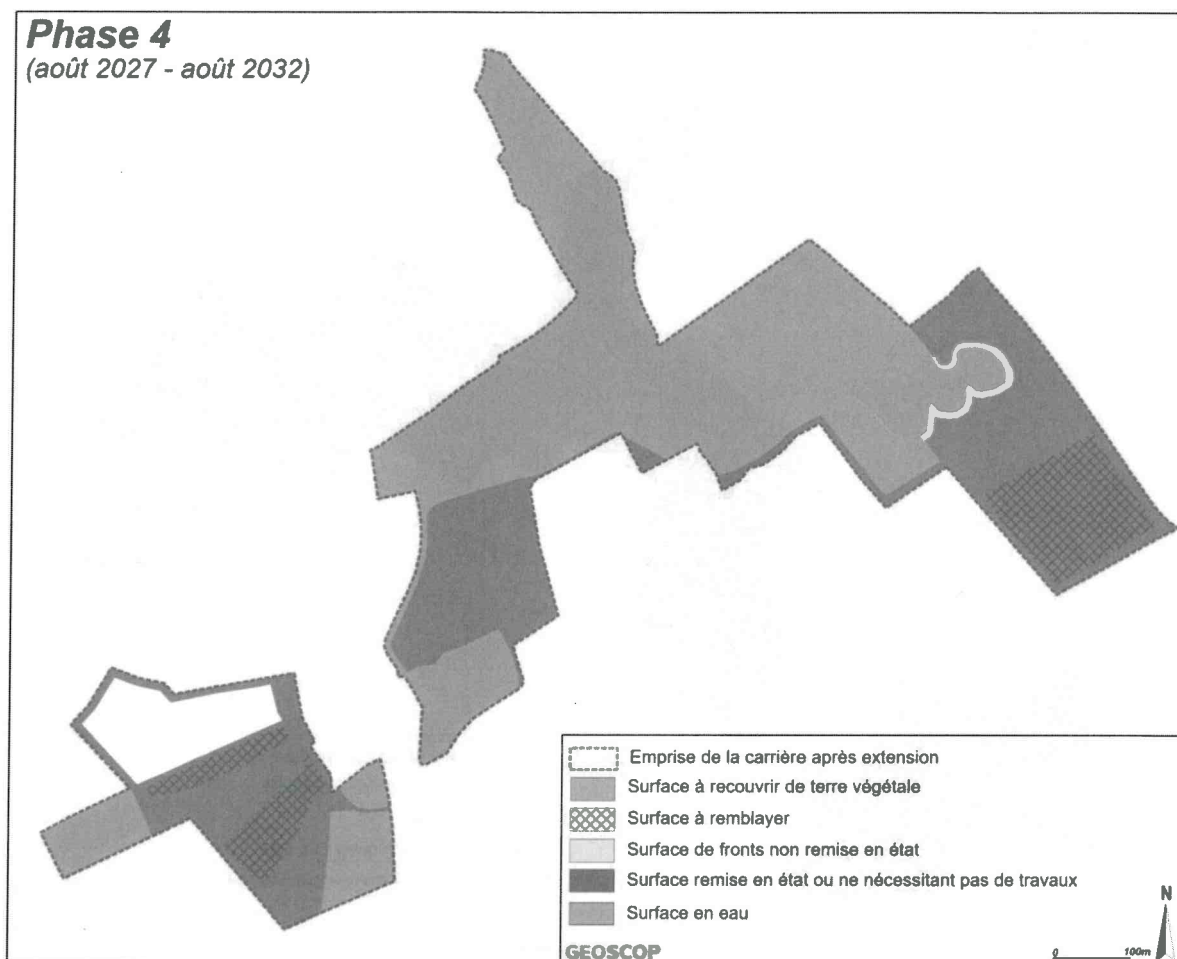
Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

PHASE 4

Phase 4

(août 2027 - août 2032)



Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378

du

04 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

PHASE 5



Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378

du 04 MAI 2026

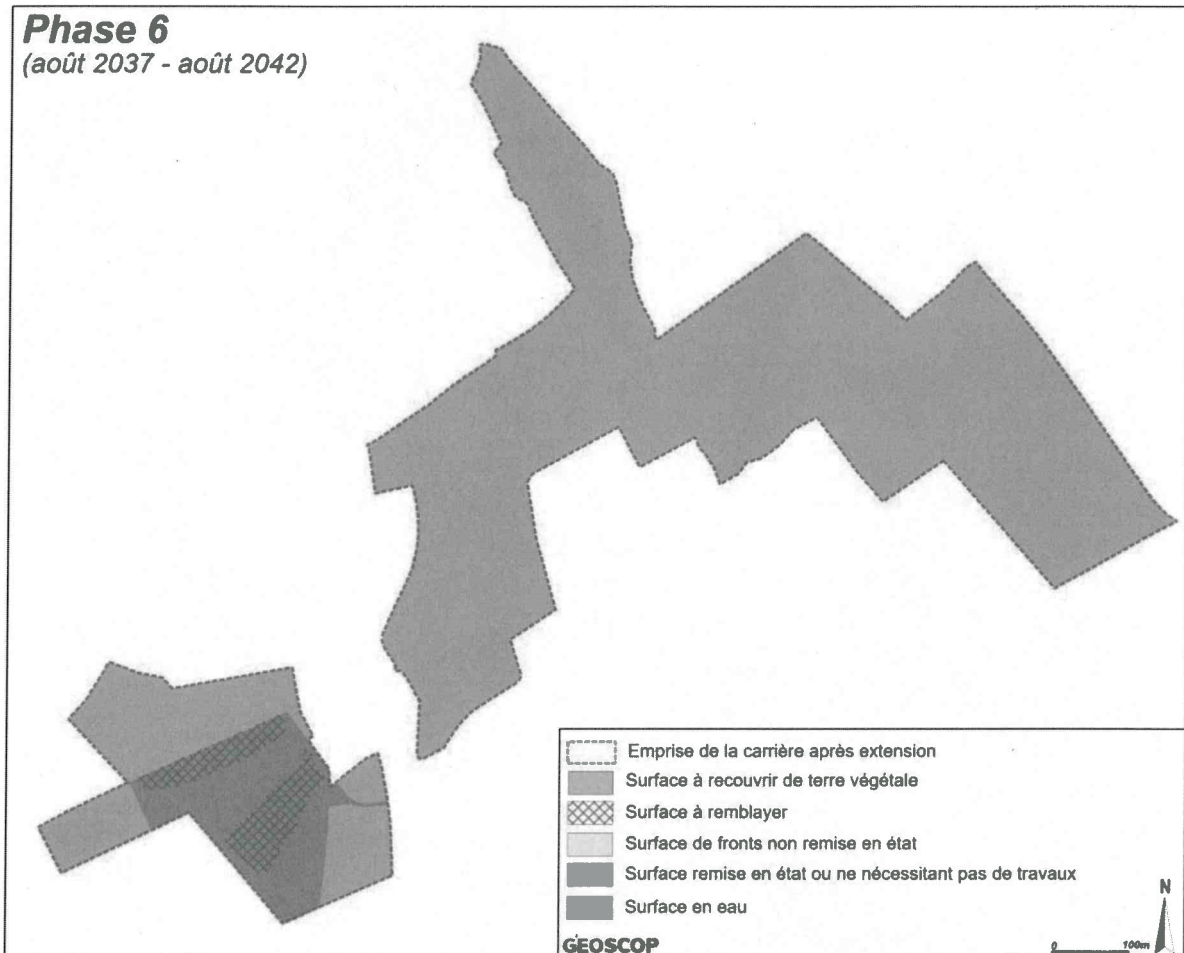
Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

PHASE 6

Phase 6

(août 2037 - août 2042)



3505 1AM 4 0

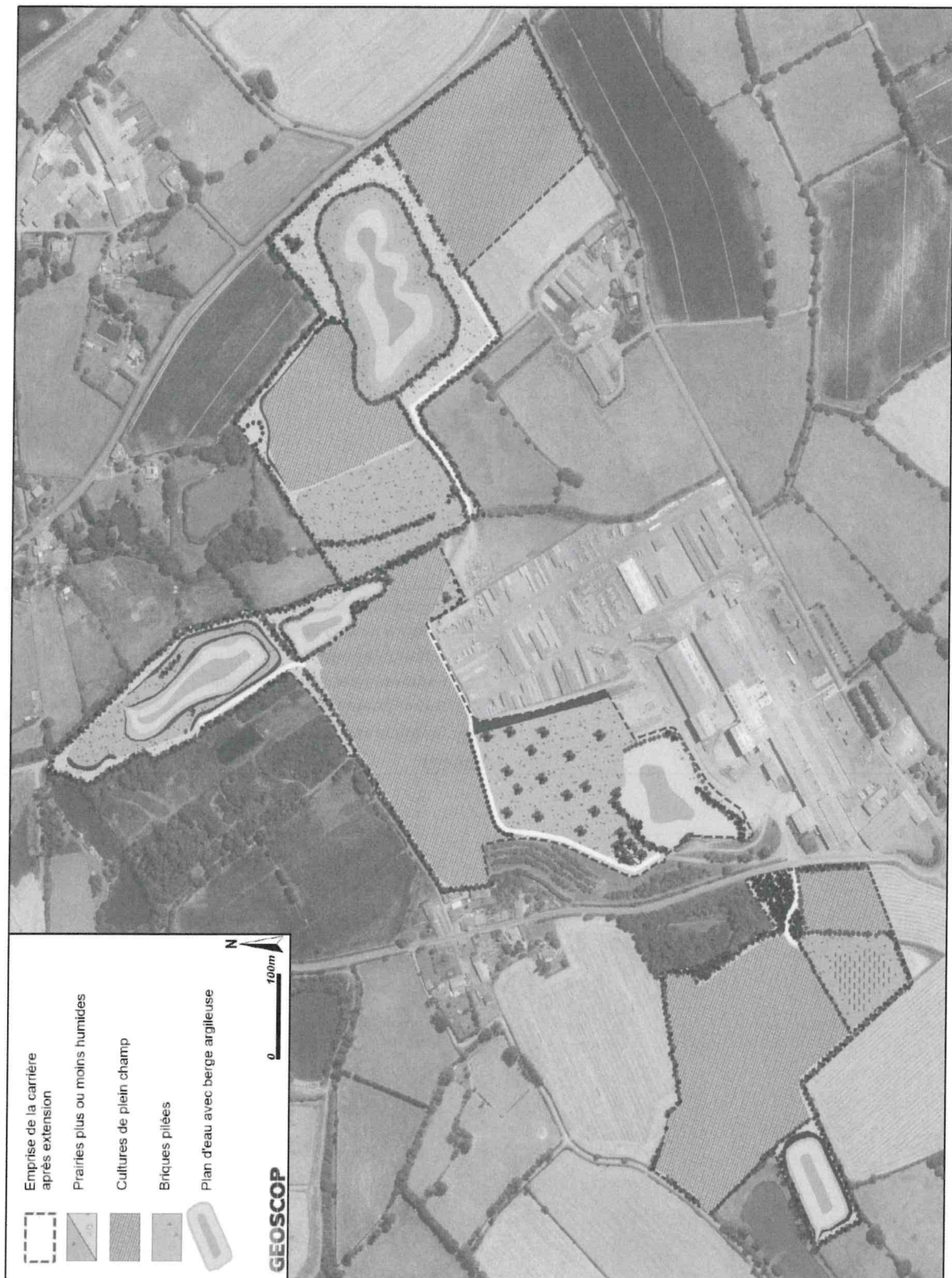
Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378

du 04 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

PLAN DU SITE REMIS EN ÉTAT



Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 377

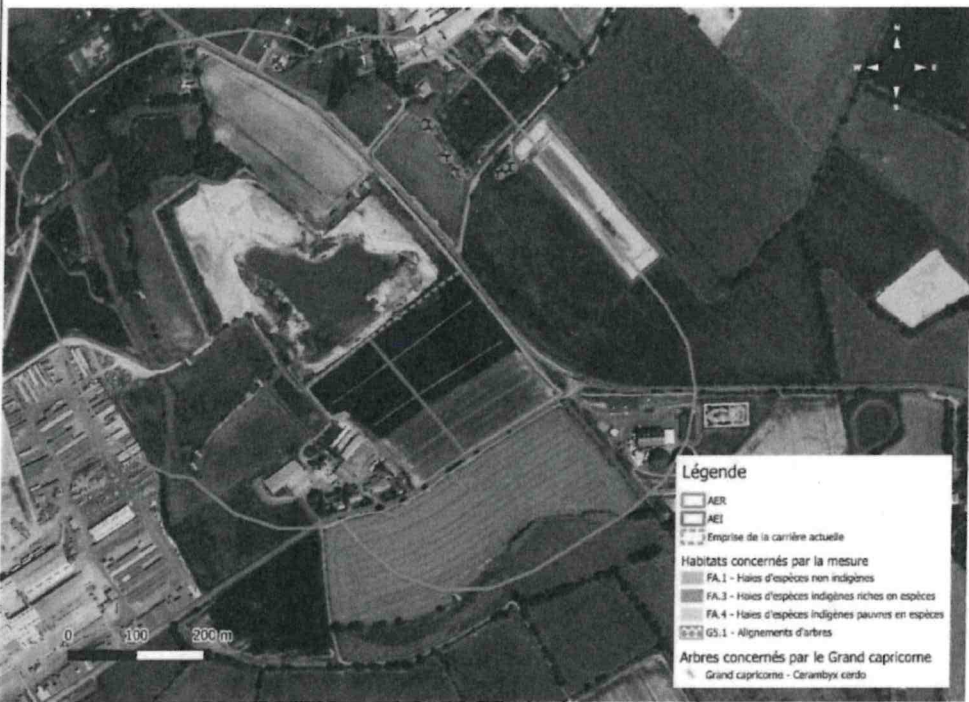
du 04 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAHLLERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ

Détail de la mesure d'évitement ME01

ME01	CALAGE DES EMPRISES DU PROJET PERMETTANT DE LIMITER LES IMPACTS SUR LES LINEAIRES DE HAIES
GENERALITES	
Objectifs	L'emplacement des surfaces sollicitées pour l'extension de la carrière doit être ajusté afin d'éviter un maximum de linéaires de haies, lieu de reproduction de spécimens d'espèces protégées et d'habitat de reproduction d'espèces protégées.
Problématique	L'extension va s'implanter sur des parcelles agricoles cernées pour partie par des haies bocagères. Les limites de la carrière doivent prendre en compte ces haies afin de conserver un maximum des linéaires en place et leurs fonctionnalités : corridors pour les chiroptères (déplacement, zones de chasse), lieu de nidification pour l'avifaune ou de reproduction pour le Grand capricorne.
Espèces visées	Corridors pour les chiroptères, sites de nidifications pour les oiseaux du bocage ; sujets de chênes hébergeant le Grand capricorne et autres espèces saproxyliques, Reptiles.
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage
Localisation	<p>Ajustement de la localisation des surfaces à exploiter/à décaper afin d'éviter les haies et les chênes à Grand capricorne. Ainsi, sur les 455 mètres linéaires de haies en place au sein de l'aire d'étude (AEI) il ne sera détruit aucune haie. 100 % des haies en place de la zone d'étude sont donc conservés dans ce projet. Seul un vieux chêne isolé sera abattu, celui-ci n'abritant pas d'espèces à enjeux d'après les inventaires biologiques.</p> 
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE	
Réalisation	<p>Définition de la localisation des surfaces sollicitées au regard des enjeux environnementaux, évitement des surfaces à maintenir en place.</p> <p>Une attention particulière sera portée aux chênes hébergeant le Grand capricorne à proximité des surfaces utilisées afin de les conserver dans leur intégralité. La bande de 10 mètres conservée en périphérie de la zone d'extraction permettra de ne pas altérer le système racinaire de ces chênes. Le tronc de chêne abattu lors de cette étape sera conservé sur le site afin de pouvoir servir d'habitat aux espèces saproxylophages (dont Grand capricorne). Le maintien du fût se fera sur des surfaces propriétés de l'entreprise avec un stockage pérenne (sans déplacement ultérieur).</p> <p>9 arbres avec des trous de sortie de Grand capricorne <i>Cerambyx cerdo</i> ont été relevés durant l'étude (habitat de reproduction d'espèce protégée). Suite à la phase d'évitement, tous seront maintenus en place sur la durée (100%). Cette mesure est complétée par la mesure MR03 - Maintien du fût de chêne coupé sur site.</p>
Planification	<p>Durée : sans objet</p> <p>Périodicité : sans objet</p>

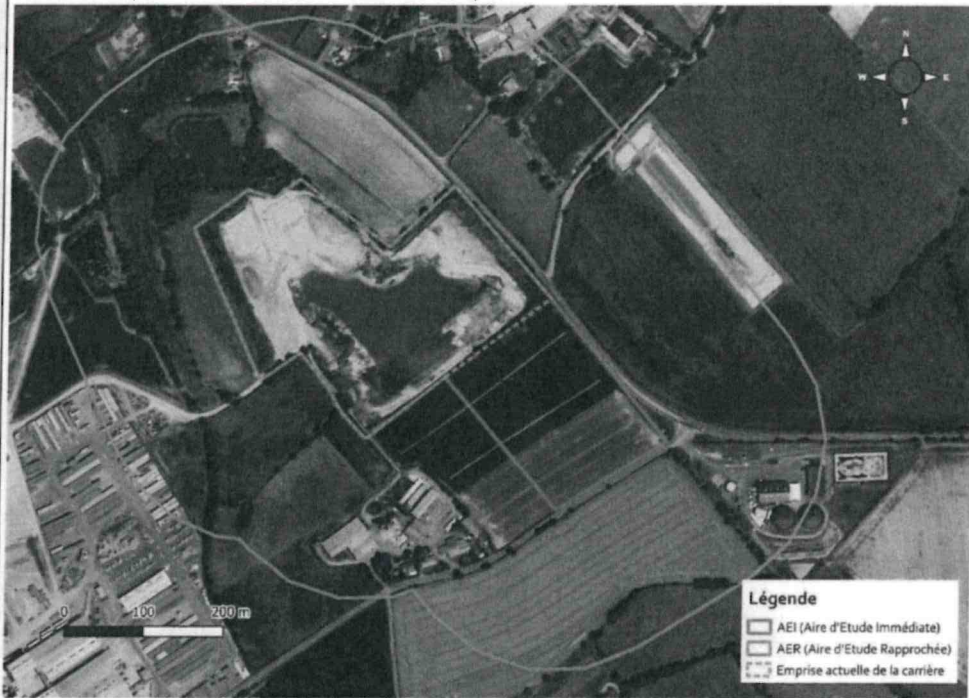
Vu pour être annexé
à l'AR DCPAT-2026-02 378
04 MAI 2026
en date du 04 MAI 2026
ANGERS, le
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ
Détail de la mesure d'évitement ME01

ME01	CALAGE DES EMPRISES DU PROJET PERMETTANT DE LIMITER LES IMPACTS SUR LES LINEAIRES DE HAIES
	<u>Période d'intervention</u> : délimitation des surfaces concernées en amont de la phase de travaux. L'abattage d'arbre isolé sera réalisé au cours des périodes les plus favorables (repos biologique) comme défini dans la mesure MRo4 « Réalisation des travaux en période favorable », c'est-à-dire durant les mois de septembre et octobre.
SUIVI DES MESURES	
Principe	Maintien de toutes les haies existantes périphériques à la carrière et dans la bande des 10 mètres. Suivis biologiques périodiques pour vérifier la bonne utilisation des surfaces par les espèces visées.
Évaluation	Maintien en bon état de conservation de tous les linéaires de haies et arbres isolés prévus pour être conservés au cours de la vie de la carrière. Présence dans la durée des espèces initialement connues (Grand capricorne et reptiles notamment).
Périodicité	Suivi par inventaire des espèces tous les ans durant l'exploitation.

Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378
du 04 MAI 2026
Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative
Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ
Détail de la mesure de réduction MR01

MR01	PROSCRIRE L'UTILISATION DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES
GENERALITES	
Objectifs	Maintenir le potentiel d'installation de plantes patrimoniales, notamment d'espèces pionnières, voire messicoles, et de surfaces décapées.
Problématique	Les terrains sur sols décapés, secs à humides, avec une faible couche de substrats engendrés par l'activité d'exploitation peuvent être favorables à l'installation de certaines espèces patrimoniales, notamment des espèces pionnières, thermophiles ou assimilées à des messicoles. La mesure vise à laisser à ces espèces la possibilité de se développer sur le site en phase exploitation si les conditions le permettent - notamment sur les surfaces décapées, les merlons éventuels et les bords de pistes.
Espèces visées	Toute flore, notamment messicoles. (La mesure sera aussi favorable aux communautés d'invertébrés et oiseaux associées.)
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage
Localisation	Ensemble du périmètre AP autorisé et ensemble des pistes. 
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE	
Réalisation	Absence de traitement phytosanitaire sur l'intégralité du périmètre autorisé.
Planification	Durée : pendant toute la durée de l'exploitation.
	Périodicité : sans objet
	Période d'intervention : sans objet
SUIVI DES MESURES	
Principe	Vérification visuelle de l'absence de traitement phytosanitaire ; pas d'achat de produits phytosanitaires
Évaluation	Sans objet
Périodicité	Sans objet

Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378


du 04 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ

Détail de la mesure de réduction MR02

MR02	REALISATION DES TRAVAUX EN PERIODE FAVORABLE
GENERALITES	
Objectifs	Éviter la destruction d'espèces patrimoniales et/ou protégées en période de reproduction.
Problématique	Plusieurs espèces d'oiseaux patrimoniaux et/ou protégés sont considérées comme nicheuses ou nicheuses potentielles sur les surfaces concernées par le projet. Les reptiles et amphibiens en phase terrestre occupent certaines lisières proches des secteurs exploités. Des habitats de reproduction seront alors, pour une petite partie, détruits par les actions mécaniques de décapage, abattage et défrichements. Ainsi, le calendrier des travaux est calé de manière à prendre en compte les périodes sensibles pour les espèces animales. Cette mesure vise à réduire le risque de destruction accidentelle d'individus présents dans les emprises concernées par les aménagements, dès lors qu'ils présentent de faibles capacités à fuir devant les engins de chantier. Dans le cas présent, cela concerne particulièrement les oeufs et les juvéniles des espèces d'oiseaux, ainsi que les oeufs, les juvéniles et les adultes en phase de repos des espèces d'amphibiens et de reptiles. Le calendrier d'intervention pour cette action est précisé ici.
Végétations / espèces visées	Tous oiseaux nicheurs dans les haies/ronciers/boisements/au sol, tous amphibiens pouvant se déplacer en phase terrestre ou être en phase de repos au sein des habitats bocagers, tous les reptiles des lisières (phase de reproduction et de repos). Amphibiens potentiellement présents.
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage
Localisation	Ensemble des surfaces concernées par des actions mécaniques. 
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE	
Réalisation	Action de terrassement et de mise en œuvre des voiries (coupe de bois, arrachage, défrichage, décapages des terres superficielles...) selon la planification préconisée ci-après.
Planification	Durée : sans objet Périodicité : sans objet

Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378




du 04 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ

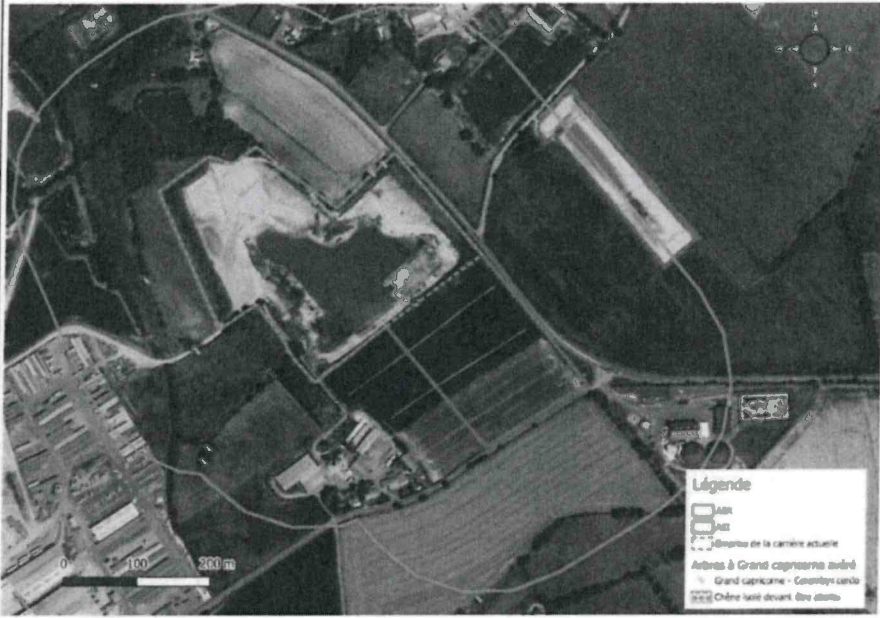
Détail de la mesure de réduction MR02

MRo2	REALISATION DES TRAVAUX EN PERIODE FAVORABLE																																																																																																																																																				
	<p><u>Période d'intervention</u> : les travaux de débroussaillage et de défrichement doivent être réalisés en dehors de la période de reproduction de l'avifaune nicheuse et des reptiles, mais également en dehors de la période de repos des amphibiens et des reptiles : ces opérations devront ainsi être réalisées entre septembre et octobre, période pouvant être adaptée à la marge en fonction des conditions météorologiques de l'année et de l'activité des espèces. Ainsi, sur la zone de culture stricte (hors bandes enherbées et merlons), des travaux pourront être engagés plus tôt que cette période (à partir de mai), si le passage d'un écologue en amont montre, par des relevés de biodiversité, qu'aucun enjeu de conservation ou de préservation d'une espèce n'est détecté (absence de nidification d'oiseau au sol par exemple). Le décapage de toutes les autres zones (bandes enherbées, merlons) ne pourra être réalisé qu'en septembre-octobre, avant la période trop humide pour son exécution.</p>																																																																																																																																																				
	<table><tr><th></th><th></th><th>Jan.</th><th>Fév.</th><th>Mars</th><th>Avr.</th><th>Mai</th><th>Juin</th><th>Juil.</th><th>Août</th><th>Sept.</th><th>Oct.</th><th>Nov.</th><th>Dec.</th></tr><tr><td rowspan="3">Débroussaillage/ Coupe d'arbres</td><td>Oiseaux</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Amphibiens</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Reptiles</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td rowspan="3">Nettoyage/ex- port de végétaux</td><td>Oiseaux</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Amphibiens</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Reptiles</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td rowspan="3">Décapage</td><td>Oiseaux</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Amphibiens</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Reptiles</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td rowspan="1">Destruction de pièce d'eau</td><td>Amphibiens</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>			Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	Débroussaillage/ Coupe d'arbres	Oiseaux													Amphibiens													Reptiles													Nettoyage/ex- port de végétaux	Oiseaux													Amphibiens													Reptiles													Décapage	Oiseaux													Amphibiens													Reptiles													Destruction de pièce d'eau	Amphibiens												
		Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.																																																																																																																																								
Débroussaillage/ Coupe d'arbres	Oiseaux																																																																																																																																																				
	Amphibiens																																																																																																																																																				
	Reptiles																																																																																																																																																				
Nettoyage/ex- port de végétaux	Oiseaux																																																																																																																																																				
	Amphibiens																																																																																																																																																				
	Reptiles																																																																																																																																																				
Décapage	Oiseaux																																																																																																																																																				
	Amphibiens																																																																																																																																																				
	Reptiles																																																																																																																																																				
Destruction de pièce d'eau	Amphibiens																																																																																																																																																				
	<p>Période à éviter (dépend des conditions climatiques de l'année) : </p> <p>Période optimale : </p> <p>Non intervention : </p>																																																																																																																																																				
SUIVI DES MESURES																																																																																																																																																					
Réalisation	Constat visuel de l'absence de travaux de défrichement/coupe des arbres en dehors de la période septembre-octobre																																																																																																																																																				
Évaluation	Absence de création de nouvelles surfaces décapées en dehors de la période septembre-octobre																																																																																																																																																				
Périodicité	Durant toute la durée d'autorisation																																																																																																																																																				

0505 IAM P 0

Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378
du 04 MAI 2026
Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative
Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ
Détail de la mesure de réduction MR03

MR03	MAINTIEN DU FUT DE CHENE COUPE SUR SITE
GENERALITES	
Objectifs	La mesure vise à contribuer à la présence de bois morts sur site favorables au cortège des saproxylophages.
Problématique	9 arbres avec des trous de sortie de Grand capricorne <i>Cerambyx cerdo</i> ont été relevés durant l'étude (habitat de reproduction d'espèce protégée). Aucun ne sera détruit au cours de l'activité d'exploitation. En revanche, un vieux chêne dont aucun trou de sortie de Grand capricorne n'a été repéré sera abattu. La mesure vise à conserver du bois mort sur le site, favorable aux espèces saproxylophages qui pourraient le coloniser à partir des arbres aux alentours.
Espèces visées	Grand Capricorne <i>Cerambyx cerdo</i> et plus généralement cortège des saproxylophages.
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage
Localisation	1 arbre situé sur les surfaces sollicitées 
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE	
Réalisation	Repérage du vieux chêne en amont de la destruction (marquage). Sous le contrôle d'un écologue, l'arbre sera découpé en tronçons d'au moins 3 m de long, tout en évitant les chocs. Les tronçons, possiblement ébranchés pour les diamètres inférieurs à 10 cm, seront disposés horizontalement, au plus proche de leur emplacement d'origine, le long des haies conservées en périphérie de la carrière. Ces emplacements d'arbres « receveurs » seront balisés à l'aide de panneaux indiquant la nécessité de les maintenir en place durant toute l'activité d'extraction. Ces arbres sont compris dans la bande des 10 mètres de la carrière. Les emplacements de réception des tronçons de chêne seront pris au GPS et cartographiés.
Planification	Durée : les tronçons seront laissés sur place durant toute la durée de l'exploitation.
	Périodicité : sans objet
	Période d'intervention : tronçonnage à réaliser en dehors de la période d'activité des adultes de Grand capricorne (coupe à réaliser de début octobre à mi-février).
SUIVI DES MESURES	
Réalisation	Inspection visuelle des trous d'éclosion des différents tronçons.
Évaluation	Identification de nouveaux trous d'éclosion constatée (présence de sciure, restes d'individus).
Périodicité	À partir du tronçonnage de l'arbre concerné, suivi de l'éventuelle population du Grand capricorne tous les ans durant les 5 premières années, puis tous les cinq ans.


Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378

du 04 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ **Détail de la mesure de réduction MR04**

MR04	MAINTIEN DE PIÈCES D'EAU AU SEIN DU PÉRIMÈTRE D'EXTRACTION
GÉNÉRALITÉS	
Objectifs	La carrière héberge aujourd'hui des pièces d'eau dont certaines issues de l'activité d'extraction, qui contiennent des herbiers à characées. Cet habitat d'intérêt communautaire issu de l'activité doit être maintenu dans la durée en garantissant la présence d'habitats favorable durant toute la vie du site. Aussi, les pièces d'eau sont des habitats de reproduction de différentes espèces d'oiseaux et d'amphibiens protégés notamment (Rainette verte, Grèbe castagneux...). Elles doivent donc être maintenues pour permettre à ces espèces de se reproduire. Enfin, les pièces d'eau sont des zones de chasse privilégiées pour de nombreuses espèces de chiroptères.
Problématique	L'activité d'extraction favorise les pièces d'eau et les herbiers à characées mais ceux-ci peuvent pâtir d'évolutions trop rapides de l'extraction par disparition temporaire de milieux favorables.
Végétations / espèces visées	Herbiers à characées, végétation aquatique, Odonates, Amphibiens, Chiroptères, Oiseaux d'eau
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage
Localisation	Surfaces comprises dans le périmètre extractible global : emprise des extractions depuis le début de la création du site
 <p>Légende</p> <ul style="list-style-type: none"> AER AEI Emprise de la carrière actuelle <p>Habitats concernés par la mesure MR04</p> <ul style="list-style-type: none"> C1.14 - Tapis immergés de Charophytes des plans d'eau oligotrophes C1.3 - Lacs, étangs et marais eutrophes permanents C3.2 - Roselières et formations de bordure à grands hydrophytes autres que les roseaux C3.51 - Gazon ras eurosibériens à espèces annuelles amphibies 	
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE	

Vu pour être annexé
à l'AR DCPAT-2026 N° 378
en date du 04 MAI 2026
ANGERS, le 04 MAI 2026
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif,

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ **Détail de la mesure de réduction MR04**

MR04	MAINTIEN DE PIÈCES D'EAU AU SEIN DU PÉRIMÈTRE D'EXTRACTION
Réalisation	<p>La gestion des eaux sur le site devra permettre de maintenir des pièces d'eau favorables aux characées (et plus largement aux amphibiens, et espèces végétales et animales aquatiques) durant toute l'activité. Il s'agira notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du maintien du plan d'eau d'extraction actuel lors de la réhabilitation du site (à minima 10 000 m² d'eau libre, considérée fin septembre, sur substrat argileux), - du maintien de bassins de pompage et/ou de flaques sur substrat minéral durant toute la durée de vie de la carrière, - une veille sur la bonne qualité des eaux présentes à l'intérieur de la carrière en évitant l'arrivée d'eau de drainage, d'épandages ou de toutes autres eaux ayant pu être dégradées dans leur composition physico-chimique par des activités agricoles humaines, - de proscrire la plantation de peupliers dans les haies du site (la dégradation de leurs feuilles peut libérer des substances phénoliques néfastes aux Characées), - en proscrivant l'apport de poissons dans les bassins, - en mettant en place un entretien périodique des bassins où une végétation d'hélophytes (massette notamment) peut s'implanter afin de redynamiser les communautés pionnières. Cet entretien consiste en un curage à la pelle mécanique avec export de la matière.
Planification	<p><u>Durée</u> : le maître d'ouvrage s'assurera que la gestion des pièces d'eau sera adaptée durant toute la durée de l'exploitation.</p> <p><u>Périodicité</u> : Sans objet</p> <p><u>Période d'intervention</u> : Sans objet</p>
SUIVI DES MESURES	
Réalisation	Évaluation visuelle de la présence d'habitat favorable aux herbiers à Characées durant toute la période d'activité. Recherche d'espèces de Characées. Recherche d'oiseaux d'eau nicheurs. Recherche d'amphibiens en reproduction.
Évaluation	Colonisation par les characées, les oiseaux d'eau et les amphibiens effective.
Périodicité	Suivi par inventaire des espèces tous les ans durant l'exploitation

Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378

du 04 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ

Détail de la mesure de réduction MR05

MR05		LIMITATION DE LA POLLUTION LUMINEUSE
GENERALITES		
Objectifs	Limiter les perturbations lumineuses pour les chiroptères en vue de réduire le dérangement et les nuisances sur leurs territoires de chasse et axes de déplacement (corridors).	
Problématique	L'augmentation des surfaces extraites et du périmètre autorisé pourrait être la raison d'une augmentation de la pollution lumineuse localement (implantation de points lumineux)	
Végétations / espèces visées	Ensemble des chiroptères et faune sensible à la pollution nocturne (invertébrés...).	
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage	
Localisation	Ensemble des surfaces concernées par le projet.	
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE		
Réalisation	<p>Aucun point lumineux ne sera maintenu allumé à proximité des haies et boisements après la fermeture de la carrière et plus largement aucune lumière ne sera maintenue après 22h en été.</p> <p>Si des éclairages sont mis en place, ils seront directionnels, orientés vers le sol. Le choix du spectre lumineux sera orienté vers des lumières présentant des longueurs d'onde comprise entre 575 et 700 nm, ce qui correspond à des éclairages présentant des teintes comprises entre le jaune et le rouge. Pour cela, les lampes Sodium Basse Pression (SBP) seront privilégiées. Les lampes Sodium Haute Pression (SHP) pourront également être envisagées si besoin et de même que les éclairages LED, s'ils respectent les longueurs d'onde préconisées.</p> <p>La densité d'éclairage sera réduite autant que possible et se limitera au strict nécessaire.</p>	
Planification	Durée : sans objet	
	Périodicité : sans objet	
	Période d'intervention : sans objet	
SUIVI DES MESURES		
Réalisation	Sans objet	
Évaluation	Observation directe de l'absence de point lumineux en fonctionnement et du respect des préconisations formulées	
Périodicité	Sans objet	

8505 1AH P 0

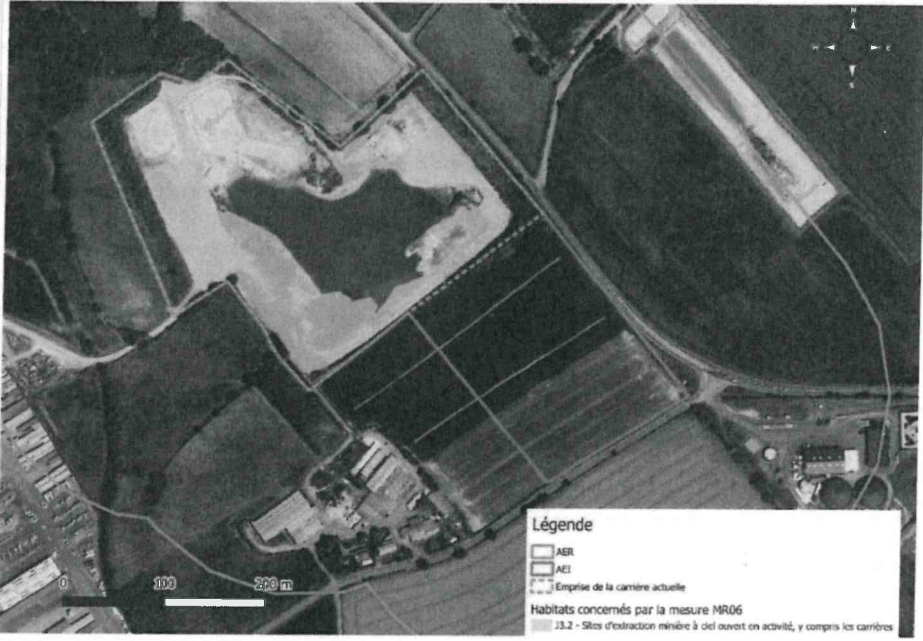
Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378

du 04 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ **Détail de la mesure de réduction MR06**

MR06	
MAINTIEN DE SURFACES D'ARGILE NUE DURANT TOUTE LA VIE DU SITE ET A SON TERME	
GENERALITES	
Objectifs	Permettre de disposer de milieux argileux durant toute la vie du site et à son terme.
Problématique	Les argilières permettent l'apparition de milieux neufs, pionniers, favorisant le développement d'une flore originale et des espèces animales associées. La réhabilitation des sites ou la gestion inadaptée des volumes de terres de décapes (terres végétales) induit régulièrement une disparition ou régression importante de ces milieux originaux au sein des sites. Des oiseaux nichent à même le sol (Oedicnème criard), le maintien de leur site de nidification doit être recherché sur le long terme.
Végétations / espèces visées	Flore des milieux argileux, Reptiles, Amphibiens pionniers, Characées. Oedicnème criard
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage
Localisation	Surfaces comprises dans le périmètre extractible global (emprise des extractions depuis le début de la création du site)
	
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE	
Réalisation	Durant toute la vie de la carrière et à son terme, les surfaces d'argile nues seront conservées sur les surfaces extraites.
Planification	<p><u>Durée</u> : Durant toute la durée d'exploitation de la carrière</p> <p><u>Périodicité</u> : sans objet</p> <p><u>Période d'intervention</u> : sans objet</p>
SUIVI DES MESURES	
Réalisation	Évaluation visuelle de la présence d'habitat favorable à la flore de milieux argileux. Recherche visuelle de la nidification de l'Oedicnème criard.
Évaluation	Colonisation par les espèces cibles effective.
Périodicité	Suivi par inventaire des espèces tous les ans durant l'exploitation

3305 IAM P 0

Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378


du 04 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ

Détail de la mesure de réduction MR07

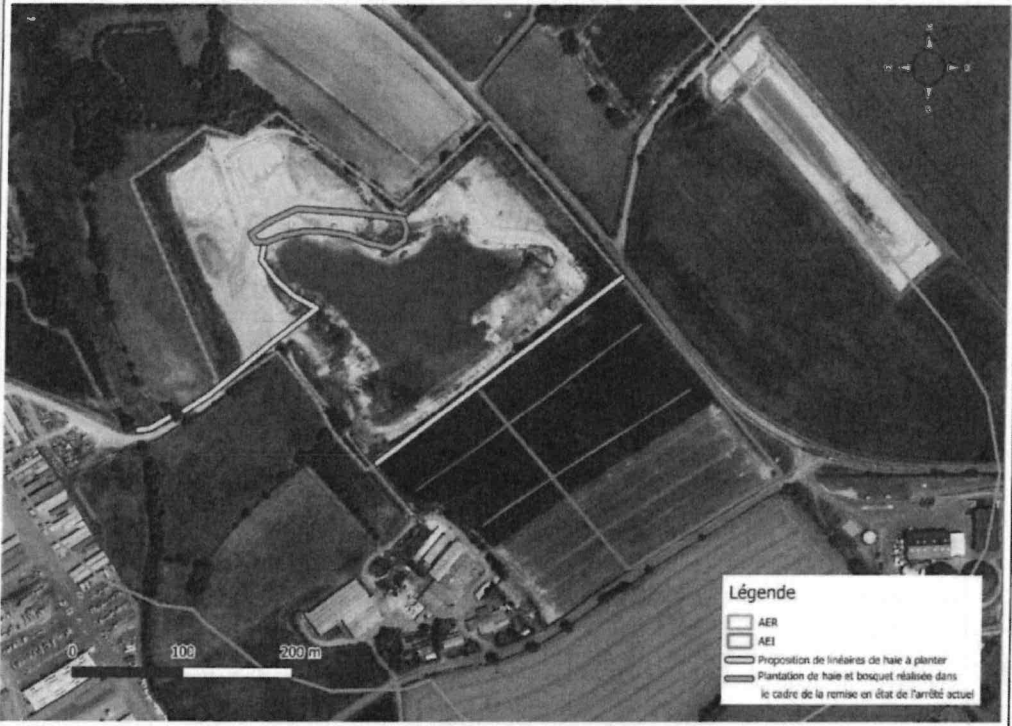
MR07		MAINTIEN DE BANDES ENHERBÉES FAVORABLES A LA CISTICOLE DES JONCS	
GENERALITES			
Objectifs	Conserver des zones d'habitats de reproduction pour la Cisticole des joncs		
Problématique	La Cisticole des joncs a été observée en reproduction probable dans une bande enherbée sur merlon qui va être partiellement détruite par l'extension de l'argilière. Le maintien ou la re-crédation de bandes enherbées favorables à sa reproduction sont essentiels pour garantir le maintien de l'espèce. La fauche tardive sera donc préconisée afin de lui permettre de mener sa(ses) nichée(s) à son(leur) terme. Le maintien de ces habitats est également favorable pour un cortège d'espèces (flore, invertébrés, reptiles).		
Végétations / espèces visées	Cisticole des joncs, flore, invertébrés, reptiles		
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage		
Localisation	<p style="text-align: center;">Autour de l'extension</p> 		
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE			
Réalisation	Durant toute la vie de la carrière, des bandes enherbées (sur merlon si nécessaire pour l'aménagement) seront conservées autour de la zone d'extraction avec une fauche tardive (possible à partir de mi-septembre) pour permettre à la Cisticole des joncs de mener à terme sa nichée. Il est important que les bandes enherbées soient créées avant que le merlon central à l'interface de la carrière actuelle et des terrains sollicités pour l'extension ne soit détruit, afin que la cisticole puisse trouver un habitat de remplacement pour nicher à partir de début mars. À la fin de vie de la carrière, le maintien de bandes enherbées autour du plan d'eau actuel sera préconisé, avec une fauche tardive pour ne pas impacter d'individus ou d'œufs de Cisticole des joncs. La future zone d'extraction sera rendue à l'agriculteur après remise en état, ainsi l'entreprise ne peut pas s'engager à conserver les bandes enherbées avec fauche tardive à la fin de la vie du site. Cependant, un temps d'échange avec l'agriculteur sera engagé pour le sensibiliser aux richesses biologiques du site et l'encourager à poursuivre ces pratiques.		
Planification	<p><u>Durée</u> : Durant toute la durée d'exploitation de la carrière</p> <p><u>Périodicité</u> : sans objet</p> <p><u>Période d'intervention</u> : sans objet</p>		
SUIVI DES MESURES			
Réalisation	Évaluation visuelle de la présence d'habitat favorable à la Cisticole des joncs. Recherche d'individus nicheurs		

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ
Détail de la mesure de réduction MR07

MR07		MAINTIEN DE BANDES ENHERBÉES FAVORABLES À LA CISTICOLE DES JONCS
Évaluation	Colonisation par l'espèce cible.	
Périodicité	Suivi par inventaire des espèces tous les ans durant l'exploitation	

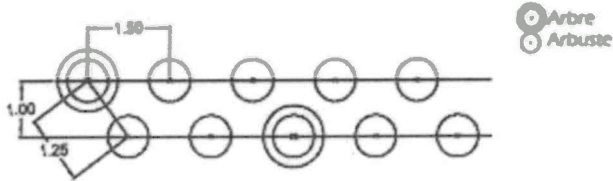
Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378
du 04 MAI 2026
Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative
Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ **Détail de la mesure d'accompagnement MA01**

MA01	PLANTATION DE HAIES
GENERALITES	
Objectifs	Proposer un bocage fonctionnel pendant et au terme de l'exploitation. Conforter les habitats de reproduction pour l'avifaune et le Grand Capricorne. Maintenir et conforter les corridors écologiques.
Problématique	L'étude Faune-Flore et notamment les prospections chiroptères ont mis en avant l'utilisation du bocage par ces mammifères. Bien qu'aucune haie soit impactée par le projet, il est proposé de réaliser des plantations de haies afin de maintenir des axes de déplacement fonctionnels (transit/chasse) dans le temps et secondairement d'intégrer paysagèrement le site dans son environnement. Outre cette action, garantir un entretien ajusté de l'ensemble du réseau de haies en place sur les terrains propriétés de l'entreprise est également important pour garantir la pérennité du bocage et des espèces associées (MA02).
Végétations / espèces visées	Toutes espèces d'oiseaux nicheuses (fonction habitat) ; Chiroptères du bocage (Barbastelle d'Europe, Sérotine commune, Pipistrelle commune, etc.) ; Grand Capricorne (confortation de l'habitat à moyen/long terme) ; Reptiles/Amphibiens (fonction habitat, permanent ou temporaire). La mesure devrait en outre favoriser le déplacement de toute la petite faune (effet corridor) et la connectivité des milieux.
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage / entreprise de plantation de haies ou de travaux paysagers.
Localisation	<p>Environ 540 mètres de plantations (excluant la haie et le bosquet plantés dans la remise en état de l'arrêté actuel)</p>  <p>Légende</p> <ul style="list-style-type: none"> AER AEI Proposition de linéaires de haie à planter Plantation de haie et bosquet réalisée dans le cadre de la remise en état de l'arrêté actuel
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE	
Réalisation	<p><u>Plantations :</u></p> <p>Choix des essences : les plantations devront s'effectuer avec des jeunes plants de 1 à 2 ans (scions), d'espèces indigènes et caractéristiques du bocage environnant. Les plants d'origine locale seront favorisés (marque « végétal local » par exemple). Une liste d'espèces non exhaustive figure ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> Strate arborescente : Chêne pédonculé <i>Quercus robur</i>, Châtaignier <i>Castanea sativa</i>, Érable champêtre <i>Acer campestre</i>, Petit Orme <i>Ulmus minor</i>, Merisier <i>Prunus avium</i>, Alisier torminal <i>Sorbus torminalis</i> ; Strate arbustive : Prunellier <i>Prunus spinosa</i>, Noisetier <i>Corylus avellana</i>, Sureau noir <i>Sambucus nigra</i>, Cornouiller sanguin <i>Cornus sanguinea</i> subsp. <i>sanguinea</i>.

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ

Détail de la mesure d'accompagnement MA01

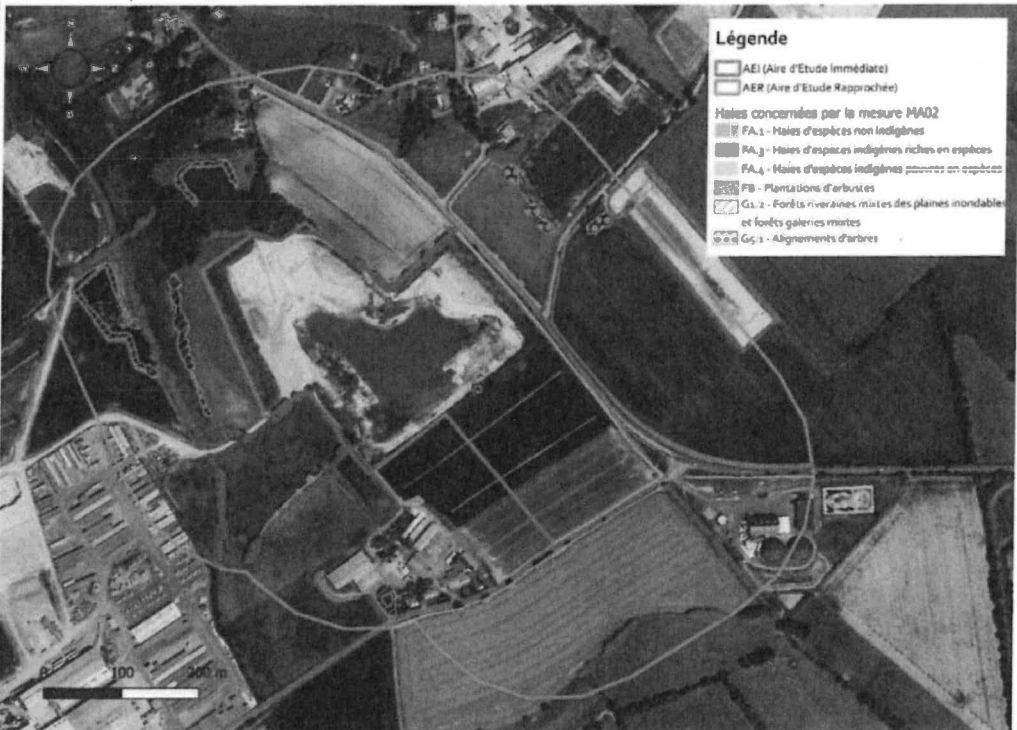
	<p>Un spécimen de chêne pédonculé - habitat de reproduction du Grand Capricorne - devra être planté à minima tous les dix mètres.</p> <p>On veillera bien à ne pas planter de Robinier faux-acacia <i>Robinia pseudoacacia</i> espèce classée « invasive » en Pays de la Loire ou toute autre espèce exotique. Celui-ci pourrait se développer de façon disproportionnée sur le site une fois installé. De la même manière la sous-espèce de Cornouiller sanguin <i>Cornus sanguinea</i> subsp. <i>australis</i>, reconnue invasive dans certaines régions de France devra également être exclue de la liste. En l'absence de certification sur la sous-espèce de Cornouiller sanguin, celui-ci devra être écarté des plantations.</p> <p>Implantation : les plantations de haies s'effectueront sur deux rangs en quinconce, avec une densité de 0,66 sujets/m².</p> <p>Séquence végétale haies bocagères</p>  <p>Plantation : il est nécessaire de prévoir un sous-solage ou un labour sur une profondeur de 30 à 40 cm, puis un hersage pour aplanir le sol (indispensable pour la pose du paillage). Il est également possible de travailler le sol à l'aide d'un motoculteur, puis de le griffer pour éliminer les grosses mottes. Toutes les plantations devront s'effectuer avec un paillage en éléments biodégradables.</p> <p>Concernant la plantation à proprement parler on taillera les racines en veillant à en couper simplement les extrémités tout en conservant l'équilibre entre les parties aériennes et racinaires (habillage). On réalisera ensuite un pralinage des racines (mélange de terre 1/3, eau 1/3 et bouse fraîche 1/3) afin d'aider la reprise et l'installation des jeunes plants. Il faudra limiter au maximum l'exposition des racines au vent. Les plants seront implantés à la verticale, le collet au niveau du sol et les racines étalées. La terre recouvrant les plants sera tassée modérément. La pose de filets de protection est souvent pertinente pour limiter l'abrouissement par les mammifères sauvages. Ces filets doivent être retirés quand la haie sera bien implantée.</p>
Planification	<p>Durée : le maître d'ouvrage s'assure que les haies sont conservées pendant au moins toute la durée de l'exploitation (minimum 10 ans), afin de fournir des habitats de reproduction au Grand capricorne. L'entretien raisonné sera réalisé selon la fiche MA02.</p> <p>Périodicité : Les nouvelles haies seront mises en place dès le début de l'activité d'extraction ou dès la mise en place des terrains devant les accueillir (cas des haies plantées sur des surfaces réhabilitées après exploitation). L'application d'un entretien adapté aux haies sera mise en place dès le début d'autorisation d'ouverture.</p> <p>Période d'intervention : entre novembre et début mars pour les plantations de haies.</p>
SUIVI DES MESURES	
Réalisation	Inspection visuelle et estimation du taux de reprise des plants. Remplacement si nécessaire. Vérification de la densification des haies et de leur bon entretien.
Évaluation	Taux de reprise supérieur à 80%. Concernant les chênes pédonculés, un minimum de 50 sujets vivants devra être en place sur les 540 mètres de haie plantée après 5 ans.
Périodicité	À partir de la plantation des arbres (année n) : suivi tous les deux ans du développement des haies pendant 5 ans puis suivi tous les cinq ans.

Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378
du 04 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative

Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ
Détail de la mesure d'accompagnement MA02

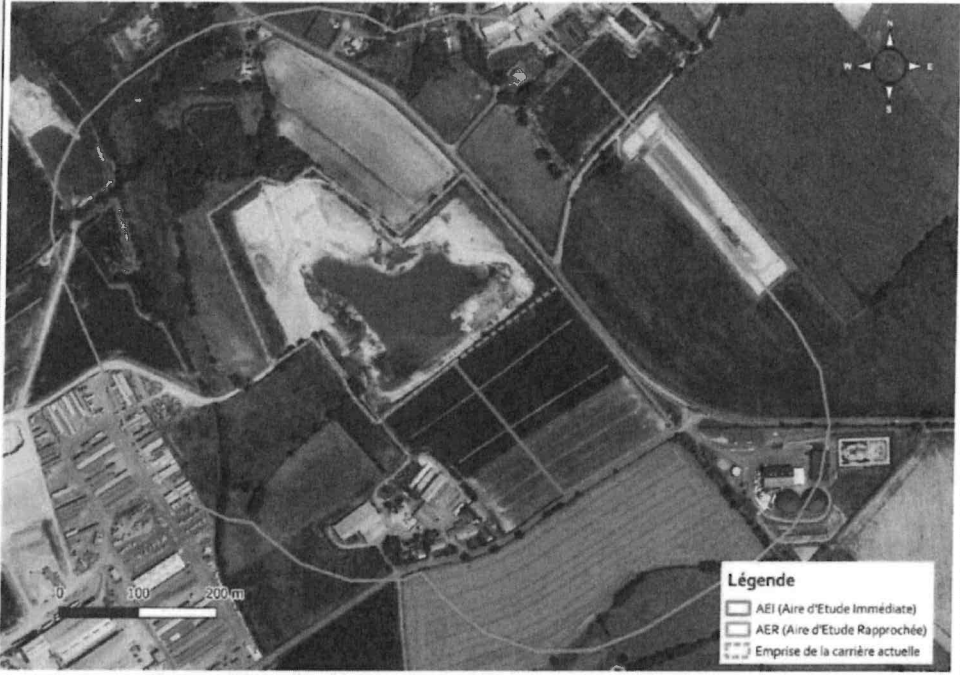
MA02 DENSIFICATION DES HAIES PAR GESTION RAISONNÉE	
GENERALITES	
Objectifs	Proposer un bocage fonctionnel pendant et au terme de l'exploitation. Conforter les habitats de reproduction pour l'avifaune et le Grand Capricorne. Maintenir et conforter les corridors écologiques.
Problématique	L'étude Faune-Flore et notamment les prospections chiroptères ont mis en avant l'utilisation du bocage par ces mammifères. Des plantations sont prévues afin de maintenir des axes de déplacement fonctionnels (transit/chasse) dans le temps (fiche action MA01) et secondairement d'intégrer paysagèrement le site dans son environnement. Outre cette action, garantir un entretien ajusté de l'ensemble du réseau de haies en place sur les terrains propriétés de l'entreprise est également important pour conserver et/ou densifier les haies afin de garantir la pérennité du bocage et des espèces associées.
Végétations / espèces visées	Toutes espèces d'oiseaux nicheuses (fonction habitat) ; Chiroptères du bocage (Barbastelle d'Europe, Sérotine commune, Pipistrelle commune, etc.) ; Grand Capricorne (confortation de l'habitat à moyen/long terme) ; Reptiles/Amphibiens (fonction habitat, permanent ou temporaire). La mesure devrait en outre favoriser le déplacement de toute la petite faune (effet corridor) et la connectivité des milieux.
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage / entreprise de plantation de haies ou de travaux paysagers.
Localisation	<p>Ensemble des haies comprises sur les terrains de la carrière et les surfaces propriété de l'entreprise (haies conservées et haies plantées).</p> 
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE	
Réalisation	Aucune coupe sommitale de haie ne sera réalisée durant l'activité d'exploitation et seul un entretien léger, tous les deux ans, pourra être mis en place sur les haies aujourd'hui déjà bien développées. Les éventuels arbres morts seront laissés sur pieds (excepté ceux menaçant la sécurité des personnes). Une diversification de la classe d'âge des arbres en place sera recherchée au cours du temps afin de fournir, dans la durée, un renouvellement des arbres dépérissants.
Planification	<u>Durée</u> : le maître d'ouvrage s'assure que les haies sont conservées pendant au moins toute la durée de l'exploitation afin de fournir des habitats de reproduction au Grand capricorne et que des pratiques d'entretien légères soient mises en place. Aucun abattage de chêne ou de frêne ne pourra être réalisé, excepté ceux menaçant la

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ
Détail de la mesure d'accompagnement MA02

	sécurité des personnes et en concertation avec un écologue/expert forestier. L'utilisation du broyeur sera proscrite. Seule l'utilisation du lamier sera possible.
	<u>Périodicité</u> : L'application d'un entretien adapté aux haies sera mise en place dès le début d'autorisation d'ouverture.
	<u>Période d'intervention</u> : entre novembre et début mars pour les entretiens de haies.
SUIVI DES MESURES	
Réalisation	Vérification du maintien des haies et de leur bon entretien.
Évaluation	Présence de haies pluristrates, d'un entretien ajusté, absence de coupes sommitales, maintien des arbres morts, absence de coupe de gros sujets sans concertation.
Périodicité	Suivi par inventaire des espèces tous les ans durant l'exploitation

Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378
du 04 MAI 2026
Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative
Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ **Détail de la mesure d'accompagnement MA03**


MA03	LUTTE CONTRE LA DISPERSION DES ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES VERS L'EXTÉRIEUR DU SITE ET EN SON SEIN
GÉNÉRALITÉS	
Objectifs	Limiter les risques de dispersion des espèces exotiques envahissantes depuis l'intérieur de la carrière vers l'extérieur.
Problématique	La présence d'espèces invasives a été détectée au sein de la zone d'étude (espèces végétales et espèces animales), les cinq espèces végétales étant « A surveiller ». Elles sont liées principalement aux espaces agricoles et aux surfaces découpées de la carrière (terrains remaniés). Toutes les espèces invasives potentielles ou à surveiller repérées sont liées aux milieux anthropisés et ne sont pas invasives en milieux naturels en l'état des connaissances.
Végétations / espèces visées	Ensemble des espèces dont le transport peut être facilité par le transport de matériaux (remblais, terre végétale...). Pour la faune il est illusoire de vouloir influencer sur l'absence de circulation naturelle pour les espèces volantes (Coccinelle asiatique).
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage
Localisation	<p>Ensemble des surfaces concernées par le projet.</p> 
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE	
Réalisation	<p>Afin de limiter le plus fortement possible la dispersion des espèces exotiques envahissantes, aucun export de matériaux (terre végétale, remblais, etc.) ne sera possible en dehors du site. Ceci interdira toute dispersion d'espèces exotiques par bouture ou transport de spécimen.</p> <p>En cas de découverte d'une nouvelle espèce végétale exotique envahissante sur le site, sa gestion sera discutée en accord avec le Réseau des Espèces Exotiques Envahissantes des Pays de la Loire (CEN Pays de la Loire, CBNB de Brest...).</p> <p>Lors du réaménagement paysager de la carrière, aucun apport de terre végétale allochtone au site ne sera réalisé. Aucune plante exotique ne sera utilisée pour les plantations de haies.</p>
Planification	Durée : le maître d'ouvrage s'assurera que les mesures de lutte contre la dispersion des espèces exotiques seront en place durant toute la durée de l'exploitation.
	Périodicité : Sans objet.
	Période d'intervention : Sans objet.
SUIVI DES MESURES	

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ
Détail de la mesure d'accompagnement MA03

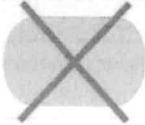
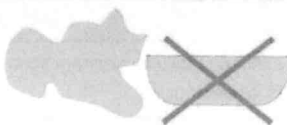

Réalisation	Sans objet
Évaluation	Recherche de nid de Frelon asiatique (lors des suivis Faune-Flore). Recherche de la présence de ragondin. Recherche de plantes exotiques lors des suivis biologiques.
Périodicité	Suivi par inventaire des espèces tous les ans durant l'exploitation

Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 378
du 04 MAI 2026
Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative
Manuela INAH-LERAT

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ **Détail de la mesure d'accompagnement MA04**

MAO4	GESTION DES PLANS D'EAU
GENERALITES	
Objectifs	Maintenir un habitat de reproduction fonctionnel pour les amphibiens et espèces de zones humides. Conforter le réseau de mares localement.
Problématique	Le bocage en place présente un réseau de mares plus ou moins dégradé. Plusieurs espèces d'amphibiens ont toutefois été détectées aussi bien sur l'aire d'étude immédiate que rapprochée. Il est proposé de conforter le réseau de mares localement en transformant le bassin de décantation actuel en mare favorable à la biodiversité à la fin de vie du site. Aussi, un entretien favorable des pièces d'eau sera préconisé.
Végétations / espèces visées	Milieux et espèces liées au réseau de mares : C3.52 - Vases exondées, végétation des zones exondées, libellules, amphibiens, Chiroptères (zones de chasse), etc.
Acteurs concernés	Maître d'ouvrage
Localisation	<p>Le plan d'eau principal sera conservé autant que possible (au moins 10 000 m² d'eau libre favorable aux characées, considérant les niveaux d'eau de fin septembre), de même que le bassin de décantation au Nord qui sera remanié à la fin de vie du site.</p> 
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE	
Réalisation	<p><u>Forme de la mare</u> : lors de la remise en état du site à la fin de l'exploitation, le bassin de décantation actuel sera remanié de manière à devenir plus favorable à la biodiversité. Il aura une surface d'environ 1 500 m² en eau au regard des surfaces disponibles et de la topographie (taille possiblement ajustée en fonction des contraintes de terrains découvertes à la création). Le contour de la pièce d'eau aura des rives sinueuses et irrégulières de manière à créer une multitude de microhabitats et des pentes douces.</p> <p><u>Profondeur et profil des berges</u> : la profondeur de la mare sera variable selon les profils afin de favoriser l'installation de plantes aux exigences écologiques différentes. Un surcreusement en un point plus ou moins central servira de zone refuge pour les invertébrés et les plantes lors des périodes de basses-eaux. L'exondation totale restera possible, mais devra intervenir après la période de reproduction des amphibiens. Des profils de berge accidentés, avec paliers, seront mis en œuvre. On cherchera des profils en pente douce, notamment sur les bords : ces « plages » (zones dénudées à pente très faible, de l'ordre de 5% à 20%, jusqu'à 30% selon les contraintes de terrain) permettront l'installation d'une flore riche et diversifiée. Un profil proche des mares existantes sur le secteur sera visé.</p>

MESURES PROPRES À LA BIODIVERSITÉ
Détail de la mesure d'accompagnement MA04

MA04	GESTION DES PLANS D'EAU
	   <p><u>Entretien de la mare</u> : en cas de fermeture du milieu par les ligneux (saules notamment) il conviendra de réaliser des coupes d'éclaircies régulières dont le rythme est à déterminer en fonction de la progression de ces ligneux. En cas d'envasement trop prononcé, on procédera à un curage de la mare sur deux ans. Le curage ne se fera que sur une partie de la pièce d'eau (la moitié) par an pour permettre une meilleure recolonisation de la partie restaurée par les espèces présentes dans la partie non restaurée.</p> <p>À noter que les travaux de création de la mare se feront sous la surveillance d'une structure naturaliste qui veillera au respect des consignes de configuration précitées.</p> <p><u>Abords</u> : un pierrier (sur env. 5m²) sera disposé à proximité de la mare afin de conforter les habitats terrestres localement.</p> <p><u>Mise en œuvre technique</u> : la mare sera créée à l'aide d'une pelle mécanique sous la surveillance d'un écologue. Les terres retirées seront régallées en périphérie afin de varier les profils topographiques et favoriser la création d'habitats de repos terrestre. Il est visé une alimentation en eau naturelle de la mare (pluviométrie principalement). Dans le cas où l'étanchéité de la mare ne serait pas suffisante pour assurer une fonctionnalité optimale (mare en eau sur la période de reproduction des amphibiens), un apport de substrat argileux sera réalisé par régallage à la pelle mécanique. Cette option n'est pas privilégiée dans un premier temps, car potentiellement source d'apport de végétations exogènes (une colonisation naturelle est souhaitée). La fonctionnalité de la mare sera estimée sur la base des rapports de suivis écologiques mis en œuvre. Cette mare se situant sur la propriété de l'entreprise, sa pérennité dans le temps est assurée ainsi que son entretien.</p>
Planification	<u>Durée</u> : le maître d'ouvrage s'assurera que la mare est conservée dans un état fonctionnel durant toute la durée de l'exploitation et l'entretiendra.
	<u>Périodicité</u> : à l'issue de l'exploitation
	<u>Période d'intervention</u> : En période d'étiage, soit en fin d'été (septembre-octobre)
SUIVI DES MESURES	
Réalisation	Évaluation visuelle de la colonisation de la mare par les amphibiens (un passage nocturne lors des suivis biologiques annuels) et autres espèces de zones humides.
Évaluation	Colonisation par les amphibiens effective. Nombre d'espèces d'amphibiens de la nouvelle mare.
Périodicité	Suivi par inventaire des espèces tous les ans durant l'exploitation

Vu pour être annexé à mon arrêté
DCPPAT-2026-n° 348
du 04 MAI 2026
Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative
Manuela INAH-LERAT